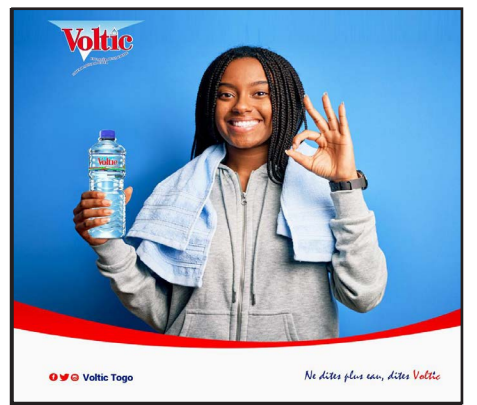




Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Royaume-Uni • (Page 08)

Liverpool retiré de la liste du patrimoine mondial de l'Unesco

En raison d'un surdéveloppement affectant l'authenticité de Liverpool, ce port ...

Sauvetage

La nouvelle compagnie Alitalia décollera le 15 octobre

Jeudi, le ministère italien de l'Économie a annoncé que Rome et Bruxelles avaient trouvé un terrain d'entente pour sauver la compagnie ... • (Page 08)



Facilité Togolaise pour l'Accélération et l'Innovation

• (Page 03)

Monde / Post - Covid-19

La reprise ne sera pas effective pour 3,8 milliards de personnes

Dans une récente alerte, la Banque mondiale craint une nouvelle catastrophe ... • (Page 02)

Changements climatiques

Le gouvernement mise sur les femmes journalistes

Les autorités togolaises font de la lutte contre les changements climatiques, leur cheval de bataille. Des actions ... • (Page 04)

Retard de croissance chez les enfants africains

La BAD et ses partenaires s'engagent

La Banque africaine de développement (BAD), la Fondation Aliko Dangote et Big Win Philanthropy ont renouvelé, ... • (Page 06)

Connectivité régionale

L'IDA va déboursier 470 millions de dollars pour le projet LON

L'Association internationale de développement (IDA), a annoncé le 15 juillet 2021, qu'elle va ... • (Page 11)



Investissement

• (Page 04 & 12)

Le Togo propose un agenda estival à sa diaspora

SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Monde / Post – Covid-19

La reprise ne sera pas effective pour 3,8 milliards de personnes

Dans une récente alerte, la Banque mondiale craint une nouvelle catastrophe économique pour les pauvres du monde, dont ceux d'Afrique. Mais une lecture alternative de ce nouveau cri du cœur pousse à plus de questions que de réponses.



Pour 74 pays identifiés par la Banque mondiale comme les plus pauvres au monde et dont la moitié se retrouve sur le continent africain, la reprise post-covid ne sera pas au rendez-vous. Cela met en péril la situation de leurs populations qui constituent la moitié des habitants de la terre (3,8 milliards de personnes), apprend-on de l'institution multilatérale de financement du développement. « Pour eux, il n'existe aucun signe de "reprise" mondiale. En 2021, leur taux de croissance sera le plus faible depuis 20 ans (abstraction faite de l'année 2020). Ce qui aura pour effet d'éliminer des progrès accomplis dans le cadre de la lutte contre la pauvreté des années durant », a expliqué la Banque mondiale rappelant que ces pauvres vivent avec moins de 1,9 \$ par jour. L'institution estime aussi que la situation devrait s'aggraver, car pendant que les pays riches retrouvent un semblant de normalité, la pandémie de coronavirus « continue de faire des ravages » dans les pays pauvres. Ce tableau sombre a été dressé alors que plusieurs dirigeants africains

s'étaient réunis à Abidjan en Côte d'Ivoire, dans le but d'appuyer une reconstitution accélérée des ressources de l'Association internationale de développement (IDA). « Un grand nombre de ces pays sont déjà fortement endettés, et n'ont guère de possibilité d'emprunter. Etant donné les difficultés budgétaires auxquelles sont confrontés la plupart des pays du fait de la pandémie, l'aide publique au développement demeurera probablement stationnaire, et pourrait même diminuer. Dans ces circonstances, les pays IDA auront de plus en plus besoin de bénéficier d'un appui sous forme de dons et de prêts ne portant pas d'intérêts », explique la Banque mondiale qui estime qu'il faudrait 785 milliards \$ pour remédier à la situation. L'Afrique et d'autres régions du monde dites pauvres sont en effet au centre de nombreuses attentions en vue d'une meilleure justice sociale. Déjà, le constat d'une aggravation des cas de covid-19 sur le continent noir semble exagéré, selon des statistiques officielles. Il y a une augmentation des cas de contamination dans des pays

comme la Tunisie et l'Afrique du Sud (membre du G20), qui ne sont pas vraiment des pays pauvres au sens de l'IDA. Prise globalement, l'Afrique subsaharienne comptabilise au 12 juillet, 3760 cas enregistrés depuis le début de la pandémie, pour chaque million d'habitants. C'est le deuxième plus faible taux de contamination derrière l'Asie de l'Est. Aussi les prévisions ajustées du Fonds monétaire international (FMI) montrent que la croissance économique sera au rendez-vous pour plusieurs pays de la région. Parlant de la dette en Afrique subsaharienne, elle continue d'être perçue comme exagérée. Or, selon des données conjointes Banque mondiale/FMI, la dette publique extérieure de cette sous-région était de 570 milliards \$ à fin 2019, dont plus de 85% sont dus sur le long terme. Rappelons que l'IDA a organisé à Abidjan, le troisième gros événement visant à apporter des solutions qui pourraient profiter à l'Afrique.

Avec Agence Ecofin

AUX DECIDEURS ...

Changement climatique, l'autre risque économique

La prochaine grande crise financière pourrait être déclenchée par le changement climatique. Mais, les banques centrales peuvent l'empêcher.

Aujourd'hui, un autre risque économique se profile : le changement climatique. Une fois de plus, le préjudice que cela portera aux économies dépendra beaucoup de la réaction des régulateurs financiers et des banques centrales.

L'économiste américain Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, dans une récente interview, il a fait valoir que l'impact d'une forte augmentation des prix du carbone – que les gouvernements facturent aux entreprises pour l'émission de gaz à effet de serre qui réchauffent le climat – pourrait déclencher une autre crise financière, cette fois en commençant par l'industrie des combustibles fossiles, ses fournisseurs et les banques qui les financent, ce qui pourrait se répercuter sur l'ensemble de l'économie.

Les recherches en tant qu'économistes et macro économistes de l'environnement confirment que les effets du changement climatique et certaines des politiques nécessaires pour l'arrêter pourraient avoir des implications importantes pour la stabilité financière, si des mesures préventives ne sont pas prises. Les politiques publiques s'attaquant, après des années de retard, aux émissions de combustibles fossiles qui sont à l'origine du changement climatique pourraient dévaloriser les entreprises énergétiques et entraîner une chute des investissements détenus par les banques et les fonds de pension, tout comme des changements brusques dans les habitudes de consommation. La bonne nouvelle est que les régulateurs ont la capacité de faire face à ces risques et de dégager la voie pour mettre en œuvre en toute sécurité une politique climatique ambitieuse.

Les banques centrales et les universitaires proposent plusieurs moyens de lutter contre le changement climatique par le biais de la politique monétaire et de la réglementation financière.

L'une de ces méthodes est le « assouplissement quantitatif vert », qui, à l'instar de l'assouplissement quantitatif utilisé lors de la reprise après la récession de 2008, implique que la banque centrale achète des actifs financiers pour injecter de l'argent dans l'économie.

Dans ce cas, il n'achèterait que des actifs « verts » ou respectueux de l'environnement. L'assouplissement quantitatif vert pourrait potentiellement encourager les investissements dans des projets et des technologies respectueuses du climat telles que les énergies renouvelables, bien que les chercheurs aient suggéré que les effets pourraient être de courte durée.

Une deuxième proposition politique consiste à modifier les réglementations existantes afin de reconnaître les risques que le changement climatique fait peser sur les banques. Les banques sont généralement soumises à des exigences minimales de fonds propres pour assurer la stabilité du secteur bancaire et atténuer le risque de crises financières. Cela signifie que les banques doivent détenir un montant minimum de capital liquide pour pouvoir prêter.

L'intégration de facteurs environnementaux dans ces exigences pourrait améliorer la résilience des banques aux risques financiers liés au climat. Par exemple, un « facteur de pénalisation du brun » exigerait des exigences de capital plus élevées sur les prêts accordés aux industries à forte intensité de carbone, décourageant les banques de prêter à ces industries.

Souvent, l'élaboration des politiques est à la traîne des débats et des avancées scientifiques et économiques. Avec la régulation financière des risques climatiques, cependant, c'est sans doute l'inverse. Les banques centrales et les gouvernements proposent de nouveaux outils politiques qui n'ont pas été étudiés depuis très longtemps.

Quelques documents de recherche publiés au cours de la dernière année fournissent un certain nombre d'informations importantes qui peuvent aider à guider les banques centrales et les régulateurs.

La réglementation financière peut également contribuer à accélérer la transition vers une économie plus propre, selon la recherche. Un exemple consiste à subventionner les prêts aux industries respectueuses du climat tout en taxant les prêts aux industries polluantes. Mais la réglementation financière à elle seule ne suffira pas à lutter efficacement contre le changement climatique.

Les banques centrales auront un rôle à jouer alors que les pays essaieront de gérer le changement climatique à l'avenir. En particulier, une réglementation financière prudente peut aider à éviter les obstacles au type de politiques agressives qui seront nécessaires pour ralentir le changement climatique et protéger les environnements pour lesquels nos économies ont été construites.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Facilité Togolaise pour l'Accélération et l'Innovation

Financement pour 10 entreprises innovantes

Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Togo en collaboration avec le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes (MDBJEJ) via le Fonds d'Appui aux initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), lance un appel à candidature pour la sélection de 10 PME/Sociétés coopératives innovantes pour bénéficier d'un accompagnement technique et financier via le projet dénommé « la Facilité Togolaise pour l'Accélération et l'Innovation (FTAI) ».

• Joël YANCLO

La Facilité Togolaise pour l'Accélération et l'Innovation (FTAI), au profit des jeunes entrepreneurs a été lancée le 19 juillet 2021. Cette facilité dotée de 265 millions FCFA par an agit comme un fonds permettant d'accélérer les PME avec 3 ans minimum d'existence. Un appel à candidature est ainsi lancé jusqu'au 04 août 2021 et à l'issu duquel, 10 PME innovantes à fort caractère de croissance avec un accent particulier mis sur l'innovation seront retenues pour la subvention. Il faut souligner que le contexte mondial actuel marqué par la crise sanitaire et économique causée par la pandémie de la COVID-19 est celui d'une période où il est nécessaire de penser et d'agir différemment. Bien que déterminante pour la période actuelle, l'innovation a toujours été le moteur des avancées majeures de notre civilisation, qu'elles soient de nature technologique, liée aux services ou qu'elles modifient le procédé d'un système déjà établi. Les laboratoires d'accélération ont été mis en place par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans le monde afin d'introduire de l'innovation et de tester les approches locales dans ses réponses aux défis de développement. La croissance des entreprises permettant la création d'emplois durables demeure un défi de développement. L'une des leçons tirées jusque-là est la possibilité d'échec des solutions innovantes identifiées lors de l'expérimentation, et donc financer l'innovation peut simplement se résumer à financer le succès ou alors l'échec d'une solution innovante. L'impact des solutions à succès dans le monde en matière d'innovation ne se



démontre plus et les retours ont tendance le plus souvent à surpasser les investissements infructueux ayant été conclus par des échecs. La dimension de l'échec que comporte l'innovation rend complexe la mobilisation de ressources pour son financement, mais ceci ne saurait constituer un frein à son financement. Par ailleurs pour des pays en développement, comme le Togo, avec un fort développement de l'entrepreneuriat, l'innovation doit constituer un des éléments fondamentaux de

la croissance économique. Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Togo en collaboration avec le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes (MDBJEJ) via le Fonds d'Appui aux initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), lance un appel à candidature pour la sélection de 10 PME/Sociétés coopératives innovantes pour bénéficier d'un accompagnement technique et financier via le projet dé-

nommé « la Facilité Togolaise pour l'Accélération et l'Innovation (FTAI) ».

Subventionner les meilleurs PME

L'appel à candidature des PME innovantes togolaises vise à identifier, à récompenser et accompagner les meilleures PME qui se démarqueront par des procédés innovants dans l'apport de solution à l'économie, dans leur fonctionnement, etc. De façon spécifique l'innovation pourra porter sur une démarche de production, la logistique, les moyens de

transport, de stockage ou de distribution, etc. permettant à l'entreprise d'être plus performante, de gagner du temps, de consommer moins d'énergie, de produire plus avec les mêmes quantités d'intrants, de créer plus d'emplois, etc. Les PME innovantes togolaises capables d'apporter une réponse innovante et adaptée aux besoins de l'économie nationale bénéficieront des offres de services d'accompagnement technique et financier (subvention) prévues par la facilité (FTAI). Le présent appel à candidatures est ouvert sur la période du 19 juillet au 4 août 2021 à 00h00 GMT. La Facilité est précisément l'un des volets phares du Projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat et du secteur privé pour la création d'emplois durables. Sur la période de 2021 à 2024, l'investissement en faveur de ce projet s'évalue à environ 3 milliards F.CFA. « Avec le développement que connaît l'entrepreneuriat en Afrique et particulièrement au Togo, et en analysant les difficultés que les entreprises rencontrent après leur créa-

tion, notre capacité à mettre à disposition des ressources pour financer leurs innovations est devenue capitale pour leur survie », a confié Aliou Mamadou DIA, représentant résident du PNUD au Togo. « C'est une facilité qui agit comme un fonds et qui permet dans un premier temps d'accélérer les entreprises existantes. Nous insistons sur le chiffre d'affaires de 60 millions par an car c'est conformément à la charte des PME en vigueur au Togo. L'entreprise qui en terme de profit n'atteint pas 1 million de francs CFA le mois, ne peut être considérée comme une PME conformément à la charte », détaillent les premiers responsables de la Facilité. Selon le ministère du développement à la base, elle vise à accompagner les entrepreneurs émergents promoteurs des entreprises en croissance pour devenir des champions nationaux ; soutenir les startups pour bien démarrer leur entreprise innovante. La FTA prend aussi en compte l'appui aux incubateurs afin de leur permettre de présenter une meilleure offre d'incubation aux jeunes.





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère du Développement à la Base,
de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes



PNUD



FAIEJ
Fonds d'Appui aux Initiatives
Economiques des Jeunes

APPEL A CANDIDATURE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INNOVANTES

FACILITE TOGOLAISE POUR L'ACCELERATON ET L'INNOVATION (FTAI)

19 juillet – 4 août 2021

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Investissement

Le Togo propose un agenda estival à sa diaspora

Après le Guichet pour les Togolais de l'Extérieur, le gouvernement vient de lancer un agenda à l'intention de la diaspora. De source officielle, on apprend que ce programme est destiné aux Togolais de l'Extérieur en vacances à Lomé pour cette année 2021, et court de juillet à septembre prochain.

● Nicole ESSO

« Chers frères et sœurs de la Diaspora, toujours à l'écoute de vos préoccupations, le gouvernement vous propose un Agenda pour vos vacances 2021 à Lomé. Rejoignez-nous, nous sommes à votre service », a écrit le ministre des Affaires Etrangères, Prof. Robert Dussey sur son compte Twitter le 18 juillet 2021. Dans les détails, il sera question d'édifier sur le recensement annoncé des concitoyens de l'étranger, de présenter en détail le guichet unique de la Diaspora, et de faire connaître les Togolais de la diaspora dans leurs communes afin qu'il puisse participer aux efforts de développement de leurs localités respectives. Il s'agira également d'offrir une assistance administrative et technique aux porteurs de projets, à travers des Journées dédiées. La démarche s'inscrit dans le cadre des actions menées par l'Exécutif pour impliquer



davantage les concitoyens de l'étranger dans le processus de développement du pays. L'apport de la diaspora togolaise à l'économie nationale reste considérable. En 2020, malgré la pandémie, les Togolais de l'Extérieur ont transféré 441 millions \$ vers la Mère-Patrie. Pour rappel, un Guichet unique pour renforcer la contribution de la diaspora togolaise est opérationnel depuis mai 2021. L'une de ses missions est d'encourager les Togolais résidant à l'étranger, à participer au développement économique et culturel du Togo

et à promouvoir son rayonnement dans le monde. Le guichet vise également favoriser l'émergence de groupes d'investisseurs au sein de la communauté togolaise de l'extérieur et participer à la mobilisation des partenaires internationaux. Depuis 2018, le gouvernement a multiplié les actions destinées à impliquer davantage la diaspora togolaise dans le processus de développement du pays. Un Haut Conseil a ainsi été mis en place, des mesures fiscales incitatives prises, et des événements organisés.

Industrialisation du Togo

Une délégation du GITO a échangé avec le Premier ministre

La cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé, a accordé une audience, jeudi 15 juillet 2021, à une délégation du Groupement des industries du Togo (GITO), conduite par son président, Kossi Glé. Les discussions ont porté sur les enjeux de l'industrialisation du Togo pour créer plus de richesse et d'emplois.

● Vivien ATAKPABEM

Le Togo s'industrialise progressivement avec des unités de transformation dans plusieurs domaines. Des chaînes de valeurs selon des normes internationales sont en cours de construction dans la Plateforme industrielle d'Adétikopé pour rendre les industries togolaises plus compétitives sur le marché mondial. La rencontre a permis au Chef du gouvernement et à la délégation du GITO, de faire le tour d'horizon des défis du secteur industriel au Togo et



d'explorer des pistes pour une meilleure industrialisation du pays. « Nous avons rencontré Mme le Premier ministre et profité pour avoir ses conseils et orientations. Nous sommes à ce jour, dans la numérisation et nous avons l'intention de faire des labels numérisés pour permettre à nos réseaux de distribution d'être compétitifs

dans la sous-région et pourquoi pas dans la ZLECAF. Nous avons passé en revue la plupart des sujets qui touchent l'industrialisation au Togo et nous sommes convaincus avec la dynamique et la disposition du Chef de l'Etat que conduit par le gouvernement Mme le Premier ministre, nous allons progressivement nous industrialiser », s'est confié le président du GITO au sortir de l'entrevue. La rencontre a également permis au GITO, de présenter son nouveau bureau à Mme le Premier ministre.

Lutte contre les changements climatiques

Le gouvernement mise sur les femmes journalistes

Les autorités togolaises font de la lutte contre les changements climatiques, leur cheval de bataille. Des actions sont quotidiennement menées par les acteurs impliqués en faveur de l'environnement. Ceci, dans le but de limiter les effets des changements climatiques.

Les femmes de médias sont désormais appelées à s'engager pour la lutte contre les changements climatiques au Togo. Une série de sessions de formation a été officiellement lancée ce mercredi, 21 juillet 2021 à leur endroit, à Lomé. Les sessions de formation vont respectivement se dérouler du 22 au 24 juillet à Atakpamé et du 26 au 28 juillet à Sokodé. « Les femmes au cœur de la communication environnementale » est la thématique au menu des échanges. La formation regroupe spécifiquement les femmes journalistes issues des médias publics et privés ainsi que les communicatrices. Alice Ali-Sando, la conseillère en communication du ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières a livré les objectifs visés par cette initiative. D'après elle, il s'agit de sensibiliser les participantes sur les questions environnementales en vue d'aboutir à une finalité. Doter les femmes de médias, des connaissances nécessaires pour la production des émissions et des contenus médias autour du changement climatique. Selon Alice Ali-Sando, l'initiative est née d'un



constat. Les femmes dans les différents organes de presse ne s'intéressent pas trop à l'information environnementale. L'ambition du gouvernement est donc d'outiller les concernées afin qu'elles puissent appuyer le ministère de l'Environnement dans la sensibilisation du grand public. Les femmes de médias peuvent résolument influencer les efforts du gouvernement en faveur de la lutte contre les changements climatiques. À cet effet, les modules de formations vont porter essentiellement sur l'implication genre et les changements climatiques. La

question relative à la vulnérabilité de la femme ainsi qu'à l'impact des changements climatiques sur les femmes et les hommes sont au programme. Les différentes mesures prises par les autorités en matière de lutte contre les changements climatiques vont être exposées. Les travaux seront sanctionnés par la création d'une plateforme d'échanges d'informations des femmes journalistes et communicatrices. En rappel, la cérémonie de lancement de la session de formation s'est déroulée en présence du ministre Katari Foli-Bazi.

Avec lomegraph.com

Togo

Plus de 1 300 tonnes de poissons pêchées entre janvier et mai 2021

Au Togo, plus de 1 324 tonnes de poissons ont été pêchées entre janvier et mai 2021 au port de pêche de Lomé, a annoncé le ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière. Il s'agit d'une progression de 36% par rapport à la même période en 2020 où, plus de 967 tonnes de poissons avaient été pêchées.

Pour l'administration en charge du secteur, la performance est à mettre au crédit des nouvelles infrastructures du port de pêche. « C'est une évolution considérable pour la pêche artisanale au Togo », peut-on lire dans une vidéo publiée sur le compte Twitter du ministère. Par ailleurs, si l'évolution constatée est encourageante, l'essentiel de la production annuelle devrait se jouer à partir des mois de juillet et août qui



marquent le début de la saison de pêche au Togo. Entre 2017 et 2018, plus de 37 000 tonnes de poissons ont été capturées dans les eaux togolaises dont plus de 90% au port de pêche de Lomé. En

rappel, avec l'inauguration du nouveau port de pêche en 2019, le gouvernement togolais ambitionne de porter la production halieutique nationale à 25 000 tonnes/an.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

INVITATION A SOUMISSIONNER POUR ACHAT DE MATERIELS ROULANTS

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
MINISTERE CHARGE DE L'INCLUSION
FINANCIERE ET DE L'ORGANISATION DU
SECTEUR INFORMELINFORMEL
FONDS NATIONAL
DE LA FINANCE INCLUSIVE**

**REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie**

LETTRE D'INVITATION A SOUMISSIONNER**Section I – Avis de Demande de Renseignement de Prix (ADRP)**

Objet : INVITATION A SOUMISSIONNER POUR ACHAT DE MATERIELS ROULANTS

Réf. : N°002/21/PR/IFSI/FNFI/PRMP du 12/07/2021

1. Le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture de matériels roulants répartis en deux suivants :

Lot N°1 : Fourniture d'un (01) véhicule 4X4 station wagon grand modèle

Lot N°2 : Fourniture de trois (03) véhicules station wagon petit modèle

Les variantes ne sont pas autorisées. Les véhicules seront livrés au Garage Central à Lomé dans un délai d'un mois. Les candidats peuvent soumissionner pour un seul lot ou les deux lots et être attributaires dans les mêmes conditions.

2. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignement de Prix (DRP) suivant les règles de passation de marchés de fourniture en République Togolaise et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles.

3. Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations, sur le dossier d'Appel d'offres complet en français tous les jours ouvrables entre 8 h à 12 h et 15h à 17 h, heure GMT, auprès de :

FONDS NATIONAL DE LA FINANCE INCLUSIVE

Quartier Atchanté, Place de la Réconciliation, 5è étage de l'immeuble SAHAM, 02 BP : 20.889

Lomé 02, TOGO – Tél. : +228 22 26 95 00 Email : togo.fnfi@fnfi.tg

Lomé, TOGO

4. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Les conditions légales de l'entreprise,
- Les conditions financières de l'entreprise et
- La capacité technique et l'expérience de l'entreprise

(Voir les DPDRP pour les informations détaillées).

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres ou le retirer à titre onéreux contre un paiement non remboursable de cinquante mille (50 000) Francs CFA. La méthode de paiement sera en espèces contre reçu.

6. Les offres constituées d'un original et trois copies devront être soumises à l'adresse ci-dessus indiquée au point 4 au plus tard le 29 juillet 2021 à 10h00minutes TU. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Le dossier d'appel d'offres sera remis main à main.

7. Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre délivrée par une banque d'un montant de :

– Huit cent mille (800 000) F CFA pour le lot N°1

– Neuf cent mille (900 000) F CFA pour le lot N°2

8. Le délai de validité des offres est de cent vingt (120) jours à partir de la date limite de Dépôt des offres.

9. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne ou à distance le 29 juillet 2021 à 10h30 minutes TU à la Salle de conférence du Fonds National de la Finance Inclusive à l'adresse ci-dessous :

**MINISTERE CHARGE DE L'INCLUSION FINANCIERE ET DE L'ORGANISATION DU SECTEUR INFORMEL
FONDS NATIONAL DE LA FINANCE INCLUSIVE**

8 Avenue Akéi, en face du Centre de Formation Bancaire du Togo

10. Veuillez accepter Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Fait le 12/07/2021

La Personne Responsable des Marchés Publics

Retard de croissance chez les enfants africains**La BAD et ses partenaires s'engagent**

La Banque africaine de développement (BAD), la Fondation Aliko Dangote et Big Win Philanthropy ont renouvelé, le 8 juillet 2020, leur engagement à mettre fin au retard de croissance chez les enfants en Afrique, par le biais du partenariat Banking on Nutrition Partnership.



● **Eyram AKAKPO**

La Banque africaine de développement et les trois partenaires ont appelé lors d'une réunion à une unité d'action pour accélérer l'atteinte des objectifs en matière de nutrition dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Les échanges au cours de cette rencontre ont porté sur les expériences et les réalisations du partenariat Banking on Nutrition depuis sa création, il y a cinq ans. Ils ont également discuté de sa mise en œuvre au sein de la Banque africaine de développement et de son Plan d'action multisectoriel pour la nutrition, ainsi que des mesures pour inciter d'autres banques et organisations à intégrer la nutrition dans leurs portefeuilles. « La Banque africaine de développement se fixe continuellement des objectifs ambitieux pour exploiter le potentiel humain et économique de l'Afrique. Notre but est d'inciter d'autres acteurs à inscrire la nutrition au cœur de cet agenda. Nous avons besoin de mesures urgentes de tous les secteurs pour renforcer et renouveler l'engagement en faveur de la nutrition

afin de stimuler la reprise post-Covid-19 et accélérer la réalisation des objectifs en matière de nutrition », a déclaré Beth Dunford, vice-présidente de la BAD. La malnutrition continue de priver des générations d'Africains de la possibilité de développer tout leur potentiel physique et intellectuel. Cela a une incidence considérable sur la santé et le développement économique. Le partenariat Banking on Nutrition a pour objectif de favoriser une croissance économique à long terme pour l'Afrique en investissant dans « l'infrastructure de la matière grise ». En 2020, 61,4 millions d'enfants africains étaient victimes de retard de croissance, faisant de l'Afrique la seule région où le nombre d'enfants touchés par la malnutrition a augmenté. Quarante pour cent des enfants atteints de retard de croissance sur la planète vivent en Afrique. Le Partenariat a prouvé de son efficacité à travers de multiples initiatives tels que le soutien à la Déclaration de Seqota de l'Éthiopie, pour mettre fin au retard de croissance chez les moins de deux ans d'ici à 2030. La Banque africaine de développement a

approuvé l'octroi d'une aide financière de 48 millions de dollars américains pour le Projet d'approche multisectorielle de l'Éthiopie en vue de la réduction des retards de croissance. Le partenariat Banking on Nutrition va centrer ses priorités sur dix pays dans sa prochaine phase en tenant compte (selon l'Indice d'investissement dans l'« infrastructure de la matière grise ») des niveaux de retard de croissance enregistrés dans ces pays et de leur marge d'emprunt. Il s'agit notamment du Burkina Faso, du Burundi, de l'Éthiopie, du Kenya, de Madagascar, du Mali, du Nigéria, de la République démocratique du Congo, du Soudan et de la Tanzanie. Lancé en 2018, le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2018-2025 vise à mobiliser des ressources financières supplémentaires grâce à des investissements adaptés à la nutrition dans des secteurs tels que la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la protection sociale et l'éducation pour permettre une réduction de 40 % des cas de retard de croissance sur le continent d'ici à 2025.

**Obligations de relance****1.803 milliards de FCFA déjà levés par les Etats de l'Umoa**

Lancé sur le marché financier de l'Umoa au premier trimestre de l'année 2021 par l'agence UMOA-Titres en collaboration avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), le programme d'émissions d'obligations de relance a déjà permis aux Etats de la région de lever, à fin juin, un montant global de 1.802,93 milliards de FCFA, selon les données officielles.

Ce montant mobilisé en trois mois et demi est une hausse d'environ 14% par rapport au volume prévisionnel de 1.591 milliards de FCFA, avec un taux de couverture global de 345% des montants mis en adjudications. Ceci « illustre bien l'engouement des investisseurs pour les titres publics des émetteurs de l'Union et leur engagement à contribuer à la dynamique des efforts de relance économique des États de la zone UEMOA », indique l'agence Umoa-Titres dans une note publiée le 16 juillet 2021. De manière plus détaillée, explique-t-on, 536,63 milliards de FCFA (30%) ont été mobilisés sur la maturité 3 ans, 448,04 milliards de FCFA sur 5 ans (25%), 516,63 milliards de FCFA sur 7 ans (29%), 290,33 milliards de FCFA sur une maturité 10 ans (16%) et 11,3 milliards de FCFA sur une maturité 12 ans (1%). En termes de volume mobilisé par émetteur, précise UMOA-Titres,



la Côte d'Ivoire, le Burkina et le Mali, représentent respectivement 435,95 milliards de FCFA, 318,16 milliards de FCFA et 265,80 milliards de FCFA. Le Togo et le Niger viennent respectivement en quatrième et cinquième position pour avoir mobilisé 265,50 et 186,72 milliards de FCFA, tandis que le Sénégal et le Bénin se positionnent à la sixième et septième place avec 137,21 milliards de

FCFA et 132 milliards de FCFA levés. La Guinée-Bissau quant à elle, est dernier 61,6 milliards mobilisés. A noter que sur l'année 2021, les 8 Etats membres de l'Uemoa pourront émettre 3.768 milliards d'OdR éligibles au refinancement auprès de la BCEAO, au niveau de ses guichets classiques, et auprès d'un guichet spécial dit de la Relance.

Avec financialafrik.com

Marché financier international**Le Bénin réussit sa première émission d'un Eurobond ODD**

Le Bénin a réalisé sa première émission d'obligations internationales dédiées au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies, la première pour un Etat africain. Cette opération a permis de mobiliser un montant de 500 millions d'euros (328 milliards FCFA), avec une échéance de remboursement fixée en 2035.

Les fonds mobilisés serviront exclusivement au financement de divers projets à caractère social et environnemental contribuant aux engagements du Bénin pour l'atteinte des ODD des Nations-Unies. Le Bénin réaffirme ainsi le caractère hautement innovant de sa stratégie de gestion de la dette et renouvelle son engagement en faveur des ODD, s'affirmant comme le premier pays en Afrique à émettre un Eurobond ODD, et l'un des premiers au plan mondial. A cet effet, une délégation officielle de la République, conduite par le Ministre d'Etat en charge de l'Economie et des Finances, M. Romuald Wadagni, a tenu des entretiens bilatéraux avec un grand nombre d'investisseurs institutionnels internationaux de premier plan, organisés les 13 et 14 juillet. Ces échanges ont été l'occasion pour le Ministre de rappeler aux investisseurs les objectifs et résultats concrets du Bénin en matière d'atteinte des cibles ODD, ainsi que la résilience économique remarquable du pays face

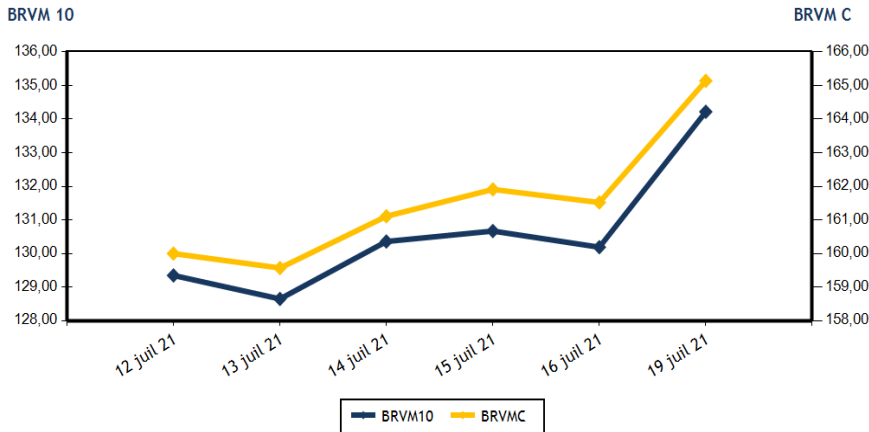
aux chocs exogènes, dont la crise de la Covid-19. La réussite de cette opération est la preuve que les investisseurs ont adhéré aux réalisations et au programme social du gouvernement du président Patrice Talon, en lien avec son engagement de faire du quinquennat (2021- 2026) en cours un mandat « hautement social ». Cet Eurobond a été conclu à un coupon de 4,95%, traduisant la confiance des investisseurs en la signature du Bénin. Une prime négative de nouvelle émission de 0,20 point de pourcentage a été obtenue, traduisant l'appétit significatif des investisseurs pour cet instrument innovant. Les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2030 des Nations Unies figurent au cœur de la stratégie du Bénin depuis 2016. A ce titre, le Bénin a été retenu en 2018 pour participer au programme pilote conjoint du FMI et de l'ONU portant sur l'évaluation des besoins de financement pour l'atteinte des ODD, aux côtés de 4 autres pays à travers le monde. Seuls deux pays africains ont été sélectionnés

dans cette liste restreinte. Un Document Cadre ODD préparé par la République du Bénin, destiné à organiser la gestion des fonds, a été évalué et validé par une institution spécialisée indépendante, Vigéo Eiris (groupe Moody's), qui lui a attribué la meilleure notation possible, a servi de support à la réalisation de l'opération. Cette émission obligataire historique a reçu un accueil très favorable de la part des investisseurs, avec un niveau de sursouscription représentant près de 3 fois le montant recherché. Une centaine d'investisseurs y ont participé, dont plusieurs pour la première fois pour une opération du Bénin. Le gouvernement a par ailleurs conclu un partenariat avec le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies (SDSN en anglais), qui permettra un suivi et une évaluation régulière des progrès et des efforts accomplis afin d'atteindre les Objectifs de Développement Durable.

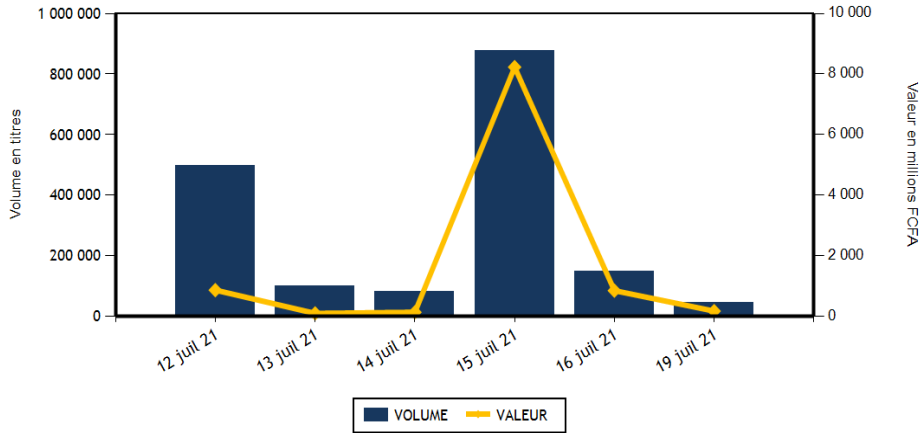
Avec financialafrik.com

BRVM 10	134,22	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 137 lundi 19 juillet 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	165,14
Variation Jour	 3,10 %		Variation Jour	 2,24 %
Variation annuelle	 2,55 %		Variation annuelle	 13,60 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 969 734 568 336	2,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	45 661	-69,47 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	168 667 726	-80,00 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	24	20,00 %
Nombre de titres en baisse	9	-18,18 %
Nombre de titres inchangés	8	-27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 769 760 067 698	-0,08 %
Volume échangé	110	-25,17 %
Valeur transigée (FCFA)	1 100 000	-25,18 %
Nombre de titres transigés	3	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 150	7,48 %	-7,26 %
SICOR CI (SICC)	3 450	7,48 %	180,49 %
SAFCA CI (SAFC)	720	7,46 %	157,14 %
NESTLE CI (NTLC)	3 970	7,44 %	1 140,63 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 585	7,17 %	25,13 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	1 855	-4,13 %	3,06 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	655	-2,96 %	81,94 %
CIE CI (CIEC)	1 620	-1,82 %	8,00 %
SMB CI (SMBC)	6 900	-1,43 %	124,03 %
BOLLORE (SDSC)	1 680	-1,18 %	8,39 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	79,72	1,08 %	119,92 %	2 608	6 124 070	17,49
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	439,15	4,52 %	6,99 %	12 962	99 070 905	7,25
BRVM - FINANCES	15	60,09	1,38 %	0,17 %	19 195	48 950 581	12,16
BRVM - TRANSPORT	2	409,72	-1,15 %	8,19 %	2 060	3 741 600	6,80
BRVM - AGRICULTURE	5	162,79	1,57 %	88,11 %	1 169	3 661 610	10,60
BRVM - DISTRIBUTION	7	286,91	-0,80 %	26,71 %	7 616	7 082 760	18,22
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	4,48 %	150,00 %	51	36 200	4,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,28	
Taux de rendement moyen du marché	7,21	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,31	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	92	
Volume moyen annuel par séance	218 085,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 288 932 772,46	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,32	
Ratio moyen de satisfaction	12,05	
Ratio moyen de tendance	3 763,03	
Ratio moyen de couverture	2,66	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	3,82	
Nombre de SGI participantes	24	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Royaume-Uni

Liverpool retiré de la liste du patrimoine mondial de l'Unesco

En raison d'un surdéveloppement affectant l'authenticité de Liverpool, ce port anglais emblématique de l'ère industrielle a été par l'Unesco de la liste des sites classés au patrimoine mondial. Les plans de réaménagement du port, dont les très hauts immeubles et un nouveau stade de football risquent d'endommager de manière irréversible son patrimoine.

Vents contraires pour Liverpool. L'Unesco a retiré ce port du nord-ouest de l'Angleterre, connu pour avoir été le berceau des Beatles, de sa liste des sites classés au patrimoine mondial. Treize délégués du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco, dont la session en cours est présidée par la Chine, ont voté pour un déclassement de ce port, classé en 2004, et cinq contre, soit plus de la majorité de deux tiers requise pour déclasser un site. Liverpool devient ainsi le troisième site à subir ce sort, après des décisions similaires concernant précédemment le sanctuaire de l'oryx arabe à Oman, en 2007, et la vallée de l'Elbe à Dresde (Allemagne) en 2009. En cause : les plans de réaménagement du port, dont les très hauts immeubles et un nouveau stade de football risquent d'endommager de manière irréversible son patrimoine, a affirmé le comité de l'Unesco. Liverpool avait été classé au patrimoine mondial de l'Unesco après une ambitieuse réhabilitation du front de mer et des docks suivant des décennies de déclin. Port de départ de millions de migrants irlandais et britanniques ainsi que



d'esclaves africains, la ville au riche patrimoine musical est aussi le berceau des Beatles: une histoire qui a forgé ce que l'Unesco considérait comme le "caractère distinctif et l'esprit unique" de Liverpool. Pour autant, le Conseil international des monuments et des sites, qui conseille l'Unesco, avait déjà "demandé à plusieurs reprises" au gouvernement britannique de fournir des garanties plus solides concernant l'avenir de la ville, qui figurait depuis 2012 sur la liste du patrimoine en péril. Mais les projets d'aménagements se sont poursuivis, au point de lui faire perdre son authenticité. Le nouveau stade pour le club de football d'Everton -approuvé par le gouvernement sans aucune enquête publique- constitue "l'exemple le plus récent d'un projet majeur totalement

contraire" aux objectifs de l'Unesco, a ajouté le conseil. Plusieurs pays parmi lesquels l'Australie, dont la Grande Barrière de Corail est aussi menacée de déclassement, se sont prononcés contre le retrait de Liverpool de la liste, estimant qu'il s'agirait d'une mesure "radicale" en pleine pandémie de coronavirus. Brésil, Hongrie et Nigeria ont ainsi demandé à ce que la décision soit reportée d'un an, pour donner plus de temps au nouveau conseil municipal élu en mai. Le prestigieux label du patrimoine mondial constitue une aubaine pour le tourisme et encourage les gouvernements à protéger leurs trésors culturels ou environnementaux. Mais l'ajout n'est pas permanent, et ces sites peuvent aussi être déchus de leur statut ou être avertis qu'ils sont en danger.

Avec capital.fr

Streaming

Netflix confirme l'arrivée de jeux vidéo sur son appli

La rumeur courrait depuis plusieurs mois dans la presse, elle a été confirmée par l'entreprise lors de l'annonce de ses résultats trimestriels ce mardi 20 juillet. Netflix se lance dans le jeu vidéo. "Nous sommes dans les premières étapes de notre développement dans le jeu vidéo", explique Netflix dans sa lettre aux investisseurs.



Le géant du streaming cite l'épisode interactif de "Black Mirror" et le jeu vidéo "Stranger Things" comme des exemples sur lesquels Netflix se base pour développer sa stratégie. "Nous voyons le jeu vidéo comme une nouvelle catégorie pour nous, similaire à notre expansion vers les films originaux, l'animation et la télé-réalité. Les jeux vidéo seront inclus dans l'abonnement Netflix de nos membres sans surcoût au même titre que les films et séries", précise l'entreprise. "Dans un premier temps, nous nous concentrerons sur des jeux pour plateformes mobiles", c'est à dire les smartphones et tablettes. Netflix ne précise pas s'il faudra télécharger les jeux ou si ils passeront par le cloud. Le

site The Information avait rapporté au printemps la volonté de Netflix d'aller vers le jeu vidéo. Plusieurs spécialistes interrogés par Insider avaient fait part de leur scepticisme. "Les grandes entreprises technologiques sont nulles en matière de jeux", avait déclaré l'un d'entre eux.

Les experts sont divisés

Il y a quelques jours, Bloomberg dévoilait que Netflix avait embauché Mike Verdu, un ancien cadre de la division réalité virtuelle de Facebook, pour diriger son unité jeux vidéo. Le média spécialisé précisait que Netflix n'avait pas encore décidé s'il comptait développer ses propres jeux ou s'associer à des studios existants. "C'est une bonne tactique pour

conserver et même attirer à la marge de nouveaux abonnés payants", a commenté l'investisseur Gene Munsters de Loup Ventures sur Twitter après l'annonce de ce mardi. "En tout il y a environ 2 milliards de joueurs mensuels dans le monde." "Netflix semble avoir atteint la saturation de son marché aux États-Unis", observe Eric Haggstrom, analyste pour eMarketer, interrogé par l'AFP. "De nouvelles sources de revenus comme les produits dérivés et de potentielles expérimentations futures comme des sorties en salle, des podcasts et des jeux vidéo pourraient apporter de la croissance. Mais le succès dans ces domaines est loin d'être assuré."

Avec businessinsider.fr

Sauvetage

La nouvelle compagnie Alitalia décollera le 15 octobre

Judi, le ministère italien de l'Économie a annoncé que Rome et Bruxelles avaient trouvé un terrain d'entente pour sauver la compagnie aérienne Alitalia, en grande difficulté.

Les difficiles tractations entre Rome et Bruxelles sur un plan de sauvetage pour relancer Alitalia, en grande difficulté financière, ont abouti à une «solution constructive et équilibrée», a annoncé jeudi le ministère italien de l'Économie. Ita, la nouvelle compagnie censée naître des cendres d'Alitalia, «sera pleinement opérationnelle à partir du 15 octobre, date à laquelle les premiers vols devraient décoller», a-t-il indiqué dans un communiqué. «La discussion avec la Commission européenne a abouti à une solution constructive et équilibrée, qui garantit la discontinuité nécessaire pour se conformer à la réglementation européenne», souligne le ministère.

«Paramètres essentiels»

La Commission européenne s'est, pour sa part, contentée de «prendre note de l'annonce faite aujourd'hui par l'Italie du lancement d'Ita», sans évoquer un accord, mais en rappelant «l'entente sur les paramètres essentiels» du lancement de la nouvelle compagnie trouvée le 26 mai. Bruxelles «reste en contact étroit avec les autorités italiennes afin de s'assurer que le lancement d'Ita en tant que nouvel acteur viable du marché est conforme aux règles communautaires en matière d'aides d'État», selon un communiqué.

Enquête sur les aides d'État

Parallèlement, l'enquête de la Commission européenne sur la conformité du soutien public à Alitalia avec les règles de l'UE en



matière d'aides d'État «se poursuit». En 2017 et 2019, Alitalia s'était vu accorder par l'État des prêts d'un montant total de 1,3 milliard d'euros (quelque 1,4 milliard de francs), qui sont dans le viseur de Bruxelles. L'entente avec Bruxelles permet «de lancer les procédures relatives à l'augmentation de capital d'Ita et crée les conditions pour la signature du protocole d'accord pour le transfert de certaines activités d'Alitalia à Ita», indique

Rome. Cette recapitalisation devrait s'élever dans un premier temps à 700 millions d'euros, a appris l'AFP de source gouvernementale.

Nette rupture

Bruxelles avait réclamé que la future société marque une nette rupture avec son ancêtre en abandonnant notamment le logo d'Alitalia et en renonçant à accepter des billets émis par son prédecesseur. Parmi les autres

conditions figuraient la vente séparée de la maintenance et des services au sol ainsi que la cession de créneaux aéroportuaires («slots»). Sous la pression de Bruxelles, les ambitions du plan de relance d'Alitalia ont été revues à la baisse, et l'accord devrait se traduire par des suppressions d'emplois. Les salariés d'Alitalia qui «pourraient être embauchés dans la nouvelle compagnie sont 2800 en 2021 et 5750 en 2022», a indiqué le ministre du Dé-

veloppement économique Giancarlo Giorgetti dans une note.

Plus de 11'000 employés

Au total, les trois branches de la compagnie (aviation, maintenance et services au sol) comptent actuellement plus de 11'000 employés. Le ministère du Développement économique «superviserait toutes les mesures visant à protéger les travailleurs et les consommateurs», a ajouté Giancarlo Giorgetti. Les acheteurs de billets pour des vols après la date du 15 octobre «seront protégés», a-t-il ainsi assuré. «Les bases sont jetées pour un nouveau transporteur aérien national solide, durable et indépendant, capable d'opérer de manière discontinue et avec de solides perspectives de croissance et de développement», affirme le ministère de l'Économie.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupede-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Attention, sur le plan financier, à ne pas croire trop vite au père Noël. Un coup de chance est possible, mais vérifiez bien cette affaire avant de vous lancer en toute confiance. Abstenez-vous des jeux de hasard, à moins que vous ne vous contentiez d'une toute petite mise.

Taureau La concertation astrale positive entre Jupiter et Uranus pourra aider certains d'entre vous à améliorer leurs revenus. Pour quelques-uns, c'est un coup de chance imprévu qui va intervenir. Gain à un jeu ? Héritage ? Prime fortuite ? Qui sait !

Gémeaux La Lune en cette configuration vous apportera les soutiens que vous attendiez, principalement dans le domaine matériel. Sachez profiter au mieux de ces influences pour régler les problèmes pécuniaires qui hantent votre esprit depuis quelque temps.

Cancer La Lune en cette configuration vous apportera les soutiens que vous attendiez, principalement dans le domaine matériel. Sachez profiter au mieux de ces influences pour régler les problèmes pécuniaires qui hantent votre esprit depuis quelque temps.

Lion Cette configuration de Saturne devrait vous aider à retrouver un bon équilibre financier. Une rentrée d'argent inattendue est même possible et vous permettra de faire une acquisition bien agréable.

Vierge Uranus en cet aspect risque de provoquer des contretemps imprévus sur le plan financier. Comme toujours lorsque Uranus est en jeu, il est difficile de prévoir ce qui peut se passer, car cette planète est le maître des surprises et des imprévus. Un seul conseil : restez attentif et prêt à réagir sans attendre au moindre événement perturbant.

Balance Neptune et Uranus influenceront votre secteur argent. Conséquence : vous devriez rester assez vigilant. Ces deux planètes sont plutôt positives, mais il faut toujours se méfier de possibles imprévus avec Uranus, et d'erreurs dans les comptes ou les factures avec Neptune. Tout ira bien si vous ne vivez pas sur le fil du rasoir. Si vous êtes prévoyant, vous vous en sortirez quoi qu'il arrive ; mais les imprudents qui videront leur compte en banque pourront ensuite avoir quelques petits problèmes.

Scorpion Très bonne journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement.

Sagittaire Vous aurez probablement des achats à faire pour les enfants ou pour la maison. S'ils s'avèrent manifestement indispensables, allez-y sans crainte. Pensez cependant à garder un peu d'argent de côté pour pouvoir faire face à des dépenses imprévisibles. Si vous calculez trop juste, vous courez le risque de vous retrouver dans une impasse, car la vie de tout un chacun comporte bien des aléas. Prévoir, c'est pouvoir !

Capricorne Prenez le taureau par les cornes en cas de difficultés pécuniaires. Des arrangements semblent possibles, mais à condition de faire face. La pire erreur serait de ne pas répondre aux appels de vos créanciers.

Verseau La Lune et Pluton favoriseront vos finances. Quelques natifs profiteront même de l'influence de ces planètes pour réorganiser leurs investissements et placements avec une exceptionnelle lucidité. Mais attention, tout de même, à ne pas prendre trop de risques. Ces deux planètes ne sont pas, par nature, très positives, et des contre-coups sont donc possibles pour ceux d'entre vous qui se montreront trop dépensiers ou imprudents.

Poissons Peut-être serez-vous sur le point de renoncer à des avantages matériels ou financiers pour vous épanouir dans la voie que vous avez choisie ? A moins que vous n'envisagiez à plus ou moins long terme d'acheter un appartement ou une maison ? Dans tous les cas, vous aurez avantage à rechercher les conseils avisés pour réorganiser votre patrimoine et trouver les meilleurs moyens de faire fructifier vos ressources.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAHPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA
Graphiste
Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press
Tirage: 5000

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Le Commissaire

Dossier suivi par : «Ousmane ILBOUDO; oilboudo@uemoa.int»
Ol/mdd**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/2021/UEMOA/WACA/ResIP POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION
DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET WACA ResIP**

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), par l'entremise de la Banque Mondiale, a lancé le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Ce projet régional multi-pays dont l'objectif est de renforcer la résilience des communautés et des biens côtiers dans six (06) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, couvre le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. A cet égard, il vise à renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des six (06) pays bénéficiaires et à réduire les risques communs auxquels ils sont exposés, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique, qu'ils soient similaires pour la totalité ou la plupart des pays ou de nature transfrontalière.
2. Dans le cadre des activités du projet, il est prévu le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP.
3. Les Termes de référence (TdR) détaillés de la mission sont joints à cet avis à manifestation d'intérêt et peuvent être obtenus aux adresses E-mail indiquées ci-après : **msimpore@uemoa.int** ou **oilboudo@uemoa.int**.
4. L'objectif général de l'évaluation à mi-parcours est d'examiner et de documenter la performance globale de l'exécution du projet et les résultats obtenus afin de conclure si le projet délivre les résultats prévus avec les ressources et les dispositifs mis en place. Cette revue examinera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les leçons apprises et les conditions de durabilité des interventions du projet. Des recommandations seront formulées pour ajuster la mise en œuvre et la coordination afin que le projet puisse générer davantage de résultats et de changements significatifs sur la période restante
5. De façon spécifique, la mission du Consultant dans le cadre de cette étude consiste à :
 - évaluer la pertinence des interventions du projet lors de la formulation et au regard du contexte actuel ;
 - évaluer l'efficacité de l'exécution du projet en documentant les résultats obtenus et en analysant dans quelle mesure ces résultats contribuent à l'objectif de développement ;
 - analyser l'efficience du processus de l'exécution globale, y compris la performance des partenaires ;
 - analyser le degré de conformité du dispositif du projet avec les conventions légaux (accords juridiques) de l'accord de financement ;
 - évaluer l'adéquation et la performance de l'arrangement institutionnel et organisationnel en place ;
 - examiner les conditions de durabilité des résultats du projet après sa mise en œuvre et faire des recommandations ;
 - analyser les relations de collaboration/partnership et la perception des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
6. La durée de la mission d'évaluation à mi-parcours est de 50 jours étalés sur une période de trois mois.
7. L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, agissant par l'entremise de la Commission, invite les Consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
8. Les Consultants individuels intéressés, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes les références et tous les documents permettant

d'apprécier leurs expériences et expertises ainsi que les informations prouvant leur capacité à exécuter les prestations précitées (références concernant l'exécution des contrats analogues, copies de pages de garde et de signature de marchés approuvés et/ou les attestations de services fait,).

9. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
10. Les critères pour la sélection sont les suivantes :
 - posséder un niveau de formation universitaire minimum BAC+5 en gestion des projets/programmes, économie, ingénierie, sciences sociales, sciences environnementales ou dans tout autre domaine pertinent ... ;
 - avoir une expérience pratique d'au moins 10 ans dans la gestion / suivi évaluation des projets /programmes de développement ;
 - avoir conduit, durant les cinq dernières années, au moins cinq (5) missions d'évaluation des projets/programmes de développement financés par les partenaires multilatéraux (Banque mondiale, FIDA, BAD, BOAD, BID, UE, AFD, ...) en qualité de chef de mission ;
 - avoir conduit au moins deux missions d'évaluation à mi-parcours des projets de développement ;
 - être familier avec le contexte socioéconomique de la zone d'intervention du projet ;
 - avoir des connaissances des politiques et enjeux sur la gestion des zones côtières ;
 - avoir de bonnes connaissances des organisations régionales d'intégration.
11. A l'issue de la manifestation d'intérêt, un consultant individuel sera sélectionné par la méthode de sélection de consultants individuels en accord avec les règles et procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017 et août 2018.
12. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : (a) **Michel SIMPORE**, Email : msimpore@uemoa.int ou (b) **Ousmane ILBOUDO**, Email : oilboudo@uemoa.int, du lundi au vendredi, de 08 H 00 mn à 13 H 30 mn.
13. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (1 original et 2 copies marquées comme telles), peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à msimpore@uemoa.int / oilboudo@uemoa.int, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard 10 AOÛT 2021, à 9 heures 30 mn précises, heure locale.
14. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures 30 mn au deuxième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.
15. L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et portée visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP** ».

PJ : (01)

- Termes de référence

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement


Kako NUBUKPO



Connectivité régionale

L'IDA va déboursier 470 millions de dollars pour le projet LON

L'Association internationale de développement (IDA), a annoncé le 15 juillet 2021, qu'elle va débloquent 470 millions de dollars pour aider le Burkina Faso, le Niger et le Togo à mener à bien leurs efforts d'amélioration de la connectivité régionale, de la sécurité et des débouchés économiques sur l'axe Lomé-Ouagadougou-Niamey, le corridor routier qui relie les trois capitales et des millions de personnes le long de ses 1 065 km.

● Eyram AKAKPO

Approuvé la semaine dernière par le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, le Projet de corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey (LON) stimulera la collaboration entre les trois pays dans le but d'améliorer la qualité des services de transport le long de cet axe, de développer les infrastructures sociales et économiques et de renforcer la résilience face aux menaces sécuritaires et climatiques. L'objectif du projet est de dynamiser le commerce entre les trois pays et de réduire les délais de transport des marchandises importées et exportées depuis le port de Lomé. En effet, c'est sur cet axe que se concentre une très grande partie des habitants et des activités : 28 % du PIB et 7 % de la population du Niger, 40 % du PIB et 21 % de la population du Burkina Faso et 72 % du PIB et 65 % de la population du Togo. « Le corridor LON revêt une importance stratégique pour le Burkina Faso, le Niger et le Togo, et nous sommes déterminés à aider ces pays à libérer tout leur potentiel économique. Ce projet facilite la coopération régionale en combinant un soutien aux réseaux de transport et de commerce avec des réformes institutionnelles et des services logistiques pour relever collectivement les défis communs aux pays participants » a déclaré Anne-Cécile Souhaid, spécialiste senior des transports à la Banque mondiale et responsable de l'équipe du projet. L'un de ces défis réside dans la complexité de la coordination de mul-



tiples institutions et parties prenantes dans les trois pays, dont l'implication et les capacités sont inégales. De ce fait, les blocages opérationnels, institutionnels et de gouvernance entravent la logistique et les chaînes d'approvisionnement transfrontalières. En outre, les récents conflits et la fragilité de la région ajoutent aux difficultés de l'intégration régionale et du commerce. Le projet LON remédiera à bon nombre de ces problèmes en aidant à simplifier et optimiser les procédures douanières, à professionnaliser les acteurs du transport et à améliorer le système de gestion des données de transport ainsi que la sécurité routière. Le temps d'acheminement du frêt entre le port de Lomé et Niamey sera raccourci de 25 % et le délai de passage des frontières par les camions sera réduit de 62 % entre le Togo et le Burkina Faso, et de 54 % entre le Burkina Faso et le Niger.

Une croissance inclusive

La croissance solide et inclusive insufflée par le projet bénéficiera à des millions de personnes dans la région et contribuera à réduire les disparités entre les sexes. Ainsi, il est prévu que le pourcentage de femmes parmi les professionnels du secteur routier

commercial et de la logistique passe de zéro à 15 %. Par ailleurs, des méthodes climato-intelligentes seront appliquées pour réhabiliter les voies d'accès, de même que les postes de santé, les écoles et les centres d'information pour les femmes dans les zones mal desservies et affectées par les conflits. À plus long terme, les populations des pays enclavés que sont le Niger et le Burkina Faso seront moins isolées économiquement grâce à une meilleure compétitivité du corridor LON, à l'expansion des marchés régionaux et à un accès facilité aux marchés mondiaux. L'amélioration de la connectivité profitera également aux entreprises et aux petits producteurs de la région. Ils deviendront plus productifs et compétitifs et pourront plus facilement se procurer les intrants nécessaires et accéder aux marchés régionaux et mondiaux pour vendre leurs produits. Enfin, les populations en particulier les opérateurs du secteur des transports – bénéficieront du renforcement de la sécurité routière et de la sûreté le long du corridor, de meilleurs services techniques pour l'entretien des véhicules et du relèvement de la qualité des normes professionnelles.

Togo/Dérèglement climatique

Hausse importante du niveau de la mer annoncée

Le rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a été dévoilé le 23 juin 2021. Dans ce document, les experts du climat de l'ONU constatent que les impacts du dérèglement climatique vont s'accroître, et devenir palpables bien avant 2050.

Pour la zone côtière du Togo, les projections climatiques prédisent des hausses importantes du niveau de la mer dans les prochaines décennies. Selon les hypothèses, l'élévation du niveau de la mer atteindra des hauteurs de 34,16 à 74,22 cm en 2100 pour le scénario optimiste et de 90,28 cm à 120 cm en 2100 pour le scénario pessimiste. Cette élévation du niveau de la mer impactera considérablement les ressources vivantes et non-vivantes. En effet, l'élévation du niveau de la mer, quelle que soit la hauteur, entraînera l'érosion côtière et l'avancée de la mer sur le territoire ; ce qui va affecter les infrastructures et les ressources physiques. Ceci nécessitera le déplacement de plus de 90% des unités industrielles du pays, actuellement concentrées dans la zone côtière, et affectera les populations et



les services qui constituent le moteur de développement du pays et provoquerait un retard de la croissance économique. L'intrusion saline aura un impact sur les populations riveraines des lagunes, qui y tirent leurs revenus. Ce qui aggravera leur paupérisation et les poussera à la reconversion vers d'autres activités. Les maraichers le long de la zone côtière seront également

affectés par l'élévation du niveau de la mer à travers la perte de leurs exploitations. Ce qui aura une incidence sur la sécurité alimentaire. Ces prévisions alarmistes auront des conséquences sur les infrastructures et les cultures. Elles nécessiteront le déplacement de plus de 90% des unités industrielles du pays, actuellement concentrées dans la côte.

Avec vert-togo.com

Commune de Tchamba 3

L'OJEDD contribue à un développement résilient au changement climatique

Sur la question du changement climatique au Togo, l'Organisation des Jeunes Engagés pour le Développement Durable (OJEDD Togo) jouit d'une position unique pour renforcer la résilience, en misant sur des formations afin d'alimenter en gestion durable des ressources naturelles et le développement durable. Fort de cet engagement, elle a ciblé les femmes et les jeunes de Balanka, une localité située à 65 Km de Sokodé dans la commune de Tchamba 3.

Composée de plus de 8.000 habitants, cette population souffre de l'impact du changement climatique. C'est pour relever ce défi environnemental, qu'en collaboration avec l'association Bildung für Balanka e. V. Une association de solidarité internationale pour le développement durable de Balanka, l'Organisation des Jeunes Engagés pour le Développement Durable (OJEDD Togo) a initié un projet de renforcement des capacités des jeunes et des femmes de cette localité sur l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles et le développement

durable qui s'est tenu du 15 au 17 Juillet 2021. De fait, l'équipe de l'OJEDD Togo a assuré la formation de 34 personnes dont 32 femmes de la coopérative Taman Ayi/ Diasiga, des groupements des femmes et de 2 jeunes sur les pratiques agroécologiques et l'agroforesterie. La séance du donner et du recevoir a été meublée de divers ateliers notamment, un atelier pratique compostage, un atelier pratique sur la mise en place des planches de culture – agro écologie, un atelier pratique sur la production d'intrants bio (à base de feuille de neem) et enfin une table ronde – dis-

cussion sur la formalisation de coopérative couplée avec un dialogue sur la gestion durable des terres qui sert d'un cadre de diagnostic participatif pour les prochains projets. Démarré depuis octobre 2020, le projet consiste à renforcer les capacités des femmes et des jeunes agriculteurs déjà fragilisés par les effets pervers des changements climatiques, de la dégradation des ressources naturelles et des terres agricoles aux techniques de gestion durable des terres pour une agriculture résiliente au changement climatique afin d'assurer le développement local, durable et participatif.

Avec vert-togo.com

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



AGENDA ESTIVAL POUR LA DIASPORA

Chers Togolaises et Togolais de la diaspora

Vous êtes attendus au **Guichet Diaspora (GD)** et à la **Direction des Togolais de l'Extérieur (DTE)** de juillet à septembre 2021 pour vous accueillir et répondre à vos attentes durant vos vacances.

L'Agenda Estival pour la Diaspora vous propose :

- Des informations sur **le projet de recensement des Togolais de l'Extérieur** notamment dans le cadre d'une tournée de sensibilisation et de mobilisation ;
- Une assistance administrative (formalités) et technique (appui conseil aux porteurs de projets) à travers des **Journées d'Accueil et d'Information** auprès du Guichet Diaspora et de la DTE ;
- Des échanges directs lors d'**une rencontre prévue entre la diaspora et les Communes du Togo** sur la réalisation des projets de développement local ;
- Le **lancement du recensement** de la diaspora togolaise.

Nous sommes à votre service.

Prof Robert DUSSEY,
Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration
Régionale et des Togolais de l'Extérieur.

Infoclines : DTE : (+228) 90 08 13 83 - GD : (+228) 91 79 68 18